

Jean-Louis Harouel : «On peut être libéral sans être libre-échangiste»



- Crédits photo : 129748596/Rawf8 - stock.adobe.com

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par **Jean-Louis Harouel** ([#figp-author](#)).

Mis à jour le 13/03/2018 à 16h21

FIGAROVOX/TRIBUNE - Jean-Louis Harouel se replonge dans l'histoire économique et la pensée d'Adam Smith pour plaider en faveur d'un libéral-protectionnisme. L'antithèse entre ces deux principes est selon lui artificielle, et il est dans l'intérêt de la France de refuser les dogmes du libre-échangisme anglo-saxon.

Jean-Louis Harouel

Droite-Gauche
ce n'est pas fini

DISCUTER DE BROWWEB

- Crédits photo :

Desclée de

Brouwer

Jean-Louis Harouel est professeur émérite d'histoire du droit de l'Université Panthéon-Assas (Paris II), notamment auteur de **Droite-gauche: ce n'est pas fini**

([https://www.amazon.fr/Droite-Gauche-ce-nest-pas-fini/dp/2220088103/ref=sr_1_1?](https://www.amazon.fr/Droite-Gauche-ce-nest-pas-fini/dp/2220088103/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1510308665&sr=1-1)

[s=books&ie=UTF8&qid=1510308665&sr=1-1](https://www.amazon.fr/Droite-Gauche-ce-nest-pas-fini/dp/2220088103/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1510308665&sr=1-1)) et de *Les droits de l'homme contre le peuple* (éd. DDB), ainsi que de *Revenir à la nation* (éd. J-C Godefroy).

Le libre-échangisme constitue la solution idéale pour la nation qui possède l'économie la plus concurrentielle. En revanche, il représente un grave handicap pour les économies les moins concurrentielles. N'oublions pas que le dogme libre-échangiste a été édicté au XVIII^e siècle par les économistes d'un pays qui était alors le pays gagnant. Grâce à la précocité de la révolution industrielle en Angleterre, la supériorité anglaise sur les autres économies en matière de productivité était totale. Elle permettait aux productions anglaises de s'imposer victorieusement sur tous les marchés, du fait de prix de revient - et donc de vente - moins élevés que ceux des autres nations. Dans ces conditions, la Grande Bretagne avait intérêt à obtenir de ses partenaires commerciaux une abolition complète des droits de douane et des restrictions à la libre circulation des produits de son industrie.

Même si les pères fondateurs britanniques du libéralisme économique affectent de raisonner comme si le monde était composé d'individus isolés produisant et échangeant des biens en toute liberté, en réalité, la nation n'est pas absente de leur pensée, laquelle est implicitement - et parfois explicitement - sous-tendue par une volonté de réussite de l'économie nationale au détriment des économies des pays étrangers.

Toute la théorie d'Adam Smith est construite autour de l'objectif du « succès de l'industrie nationale » au détriment de « celui de l'industrie étrangère ». Il compte sur la soif de profit des entrepreneurs britanniques pour les amener mécaniquement, sans même en avoir conscience, à assurer le triomphe de l'économie britannique sur les économies concurrentes.

Toute la théorie d'Adam Smith est construite autour de l'objectif du « succès de l'industrie nationale » au détriment de « celui de l'industrie étrangère ».

Et, pour assurer le succès de l'économie nationale, Smith préconise de recourir au besoin au protectionnisme. Il justifie l'établissement d'un droit sur les importations «quand le produit de l'industrie nationale est chargé lui-même de quelque impôt dans l'intérieur». Dans ce cas, il approuve l'établissement d'«un pareil impôt» sur le produit analogue importé. Smith estime nécessaire que la production nationale ne soit pas désavantagée sur le marché intérieur par rapport à la production étrangère.

Si on transpose à l'époque actuelle l'idée d'Adam Smith que, pour mettre à égalité les produits nationaux et les produits étrangers, tout surcoût imposé à la production nationale doit être compensé par un surcoût symétrique frappant les importations, cela justifie un important recours au protectionnisme. Car la production des pays occidentaux, et particulièrement la production française, est accablée de tout un ensemble de surcoûts dont le plus fondamental est constitué par le niveau de vie élevé des populations occidentales. Dans l'esprit même de ce qu'écrivait Adam Smith, on peut être parfaitement libéral en considérant que ces surcoûts doivent être compensés par des droits de douane.

En écrivant que la recherche du profit conduisait automatiquement les entrepreneurs d'une nation à faire valoir l'industrie nationale et à œuvrer dans l'intérêt de la population du pays, Adam Smith ne pouvait évidemment pas imaginer qu'un jour cette quête du profit entraînerait les entrepreneurs nationaux à faire le succès de l'industrie étrangère au détriment de l'industrie nationale et à assurer le bien-être de populations étrangères au préjudice de la population de leur pays.

C'est ce qui s'est passé avec les délocalisations et les transferts de technologie vers des pays à coût salarial faible, ce qui a détruit une grande partie de l'industrie des pays occidentaux ainsi que toute la portion de leur tertiaire fondée sur les techniques modernes (téléphone, informatique, internet). Dans un monde régi par le libre-échange, les entreprises ayant leur siège dans les nations occidentales ont compris la possibilité et l'intérêt de faire fabriquer pour beaucoup moins cher les mêmes produits en transférant les technologies les plus modernes dans des pays à faible coût du travail. Après quoi ces sociétés revendaient ces produits aux consommateurs occidentaux, ravis de payer moins cher sans être encore conscients que le véritable coût de l'opération était l'effondrement de la production nationale et le chômage de masse.

Aujourd'hui, les grandes entreprises des pays occidentaux ne réalisent qu'une fraction de plus en plus restreinte de leur activité au sein de la nation à laquelle ils appartiennent. Or le fait qu'un pays comporte de grandes entreprises très prospères est d'un intérêt relativement faible pour la population de ce pays si l'activité de production - et donc de

création de richesse et de versement de salaires - de ses entreprises se place dans d'autres pays. Ce sont ces pays qui sont alors bénéficiaires de cette création de richesse et de cette masse salariale.

Le rôle du politique est de veiller à ce que la recherche du profit contribue prioritairement au bien-être de la population.

Si les entreprises des pays occidentaux avaient dû acquitter des droits de douane pour faire entrer sur le territoire national les produits fabriqués pour leur compte dans les pays à bas salaires, l'avantage comparatif de ces pays eût été très amoindri. La Chine et les autres pays émergents se seraient développés moins vite, mais les nations occidentales auraient conservé l'essentiel de leur industrie et une grande partie de leur emploi.

C'est le rôle du pouvoir politique que de veiller à ce que la recherche du profit par les entreprises d'un pays contribue prioritairement au bien-être de la population de ce pays. Ce qui exige concrètement de veiller à ce que ces entrepreneurs créent un maximum de richesse dans leur pays, et donc à ce qu'ils n'aient pas intérêt à déplacer leur production vers d'autres pays, y créant de la richesse au détriment de leur nation d'origine.

Un libre-échangeisme absolu érigé en croyance religieuse est une stupidité qui peut s'avérer suicidaire pour un pays. Le libre-échange est la bonne solution pour les nations les plus concurrentielles, les mieux placées en matière de productivité. Pour les autres nations, il est contre-nature. Le libéralisme sans le libre-échange constitue pour elles la bonne solution. Ou, plus exactement, un État avisé utilisera en fonction de l'intérêt national le libre-échange ou le protectionnisme, telle la Suisse qui frappe de tarifs douaniers élevés l'importation des produits agricoles dont le pays est abondamment producteur, et qui laisse en revanche volontiers entrer ceux pour lesquels la production nationale ne suffit pas aux besoins du pays.

Parce qu'elle est une zone de libre-échange entre pays à niveaux de vie très différents, l'Union Européenne détruit certaines économies au bénéfice d'autres. On connaît l'affaire de la main-d'œuvre intérimaire bon marché, car venue de pays européens à faibles charges sociales, qui contribue à détruire ce qui reste d'emploi en France. On peut citer mille autres exemples, comme celui de la production des pommes. Grâce à des coûts de production très inférieurs - salaire horaire de 4 euros en Pologne contre 14 en France

-, la pomme polonaise a conquis les marchés au détriment de la pomme française. En conséquence, la production polonaise de pommes a été multipliée par dix en dix ans, tandis que la production française de pommes s'est effondrée.

Il y a en matière de politique commerciale un théorème fondamental: à niveaux de productivité comparables, le libre-échangeisme n'est concevable qu'entre pays à niveaux de rémunération comparables.

En définitive, l'antithèse entre libéralisme et protectionnisme est artificielle, contrairement à ce que d'aucuns voudraient faire croire. Adam Smith lui-même admettait que le succès de l'économie nationale pouvait exiger qu'on apportât des tempéraments à l'évangile libre-échangiste. On peut être libéral sans être libre-échangiste. Le critère fondamental du libéralisme est l'acceptation de la libre entreprise et du profit comme moteur de l'économie. Le libre-échangeisme n'est qu'une option facultative.

L'antithèse entre libéralisme et protectionnisme est artificielle.

Dans la première moitié du XIXe siècle, un libéralisme résolu mais limité au domaine interne a permis à la France de devenir une grande puissance économique. C'est alors que s'est mise en place la voie française vers le libéralisme, synthétisée en 1814 en une formule frappante par Louis Becquey, directeur général de l'Agriculture, du Commerce et des arts et Manufactures au ministère des Finances: «Liberté au dedans, protection au-dehors». Bref, un national-libéralisme qui semble au regard de l'histoire la formule la plus adaptée au génie français.



Jean-Louis Harouel
